

## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 JUILLET 2020

### Délibération n° 2020-089- DC

Date d'affichage :

Le 5 août 2020

Effectif statutaire : 81  
Membres en exercice : 81  
Quorum : 41  
Présents : 68  
Excusé(s) : 11  
Dont représenté(s) : 11  
Absent(s) : 2

Nombre de votants : 79

Secrétaires de séance :

*Madame Géraldine LE COZ,  
conseillère communautaire de la  
Ville de Saumur et Monsieur Jean-  
François MIGLIERINA, conseiller  
communautaire de la Commune  
de Villebernier*

Le trente juillet deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc expo du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt quatre juillet deux mille vingt.

#### Présents : (68)

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUALT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAT, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Nathalie LIEBAULT, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME.

#### Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Pierre-Yves DOUET par Didier POITVIN, Eric LEFIEVRE par Didier CHEVROLIER, Laurent NIVELLE par Brigitte SMITH, Jacqueline TARDIVEL par Manuel DA SILVA

#### Excusés : (11)

Anatole MICHEAUD, Thomas GUILMET, Pierre de BOUTRAY, Loïc BIDAULT, Gaëlle FAURE, Béatrice GUILLON, Didier HUCHEDÉ, Sylvain LEFEBVRE, Nathalie MORON, Noël NERON, Nathalie SECOUÉ

#### Dont excusés ayant donné pouvoir : (11)

Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Thomas GUILMET à Géraldine LE COZ, Pierre de BOUTRAY à Isabelle ISABELLON, Loïc BIDAULT à Sophie TUBIANA, Gaëlle FAURE à Jackie GOULET, Béatrice GUILLON à Astrid LELIEVRE, Didier HUCHEDÉ à Stéphanie ELIE, Sylvain LEFEBVRE à Frédéric MORTIER, Nathalie MORON à Michel DELPHIN, Noël NERON à Arlette BOURDIER, Nathalie SECOUÉ à Colette GAGNEUX.

#### Absents : (2)

Emmanuel BRAULT, Bernard HENRY

### SOCIÉTÉ ANONYME - AGENCE FRANCE LOCALE - REPRÉSENTATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-33, L. 5211-1 et L.1611-3-2 ;

Vu le livre II du code du commerce ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la communauté d'agglomération du Saumurois, de la communauté de communes Loire Longué et de la communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué en Anjou, Les Ulmes, Denezé sous Doué, Lourdes-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral SP n° 2020-02 du 10 janvier 2020 portant actualisation des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire constituée par l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL 2026-179 du 16 décembre 2016 ;

Vu le procès verbal d'élection du Conseil Communautaire du 16 juillet 2020 ;

Vu la délibération n°2020-066 DC du 30 juillet 2020, par laquelle le conseil communautaire a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder à l'élection à bulletins secrets, s'agissant des représentations dans les organismes, en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la possibilité de dérogation à l'élection au scrutin secret des délégués au sein des syndicats intercommunaux et syndicats mixtes fermés donnée par la loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 ;

Vu la délibération n° 2018-158 DC du 15 novembre 2018, par laquelle le conseil communautaire a décidé d'approuver l'adhésion de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire à l'Agence France Locale – Société Territoriale ;

Vu les statuts de l'Agence France Locale en date du 28 mai 2020 ;

**Le conseil de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré, décide:**

- **DE DESIGNER Madame Sylvie PRISSET**, en sa qualité de vice-présidente en charge des Finances, ressources humaines et systèmes d'information en tant que représentant titulaire de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, **et Madame Béatrice BERTRAND**, en sa qualité de **membre du Bureau**, en tant que représentant suppléant de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, à l'Assemblée générale de l'Agence France Locale - Société Territoriale;
- **D'AUTORISER** le représentant titulaire de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire ainsi désigné à accepter toutes autres fonctions qui pourraient leur être confiées dans le cadre de la représentation au sein du Groupe Agence France Locale (notamment au sein du Conseil d'Administration, présidence, vice-présidence, Comités spécialisés, etc.), dans la mesure où ces fonctions ne sont pas incompatibles avec leurs attributions ;
- **D'AUTORISER le Président, Monsieur Jackie GOULET**, à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 79 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020

Pour Extrait Conforme,  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte 5 – Institution et vie politique

L 15.3 Désignation des représentants

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »